

Coronavirus et Chine : quelles responsabilités, quelle conduite adopter ?



Tandis que le Covid-19 continue à frapper l'Europe et l'Amérique violemment, avec un total de décès conséquent (1214645), la Chine elle s'enorgueillit d'avoir vaincu cette menace tout en se moquant de L'UE et des USA qui ne s'en sortent pas. La Chine, première à être entrée dans la crise du Covid-19, première à en sortir ? À regarder les chiffres, la différence d'échelle est assez frappante. La France, 67 millions d'habitants, enregistre plus 50 000 cas de coronavirus par jour alors que la Chine, 1 milliard 400 millions d'habitants ne compte que 42 cas journaliers en octobre, selon la Commission nationale de la santé. Il s'agit en plus du chiffre le plus haut depuis deux mois. Mais comment en est-on arrivé là ?

Est-ce dû à une politique sanitaire forte et radicale ? Port du masque généralisé, confinements drastiques de villes entières dès l'apparition des premiers cas et politique de dépistage massif... voilà la recette de la Chine contre le Covid-19. À Wuhan, berceau de l'épidémie, en mai, 11 millions d'habitants ont été intégralement testés mais aussi à Qingdao, la ville où l'on brasse la bière Tsingtao en octobre : six cas positifs, neuf millions d'habitants testés en cinq jours.

Ou bien les chiffres sont-ils maquillés ? Car face au manque de transparence des statistiques officielles, la remise en cause des chiffres de la croissance chinoise est presque devenue une discipline économique à part entière ! Plusieurs experts remettent en cause les calculs présentés par les autorités ainsi que l'ampleur du rebond de l'économie.

Nous allons tenter de répondre à ces questions, en nous basant sur les tribunes publiées par *Le Monde* entre le 13 et le 15 mai 2020 de Sandra Szurek, professeure émérite à l'université Paris-Nanterre et membre de la société française pour le droit international ; Paul Jobin, sociologue, chercheur à l'institut de l'Académie Sinica à Taïwan ; ainsi que Josep Borrell, haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne et l'un des vice-présidents de la Commission, et Pierre Grosser, historien à Sciences Po Paris.

Pékin a manqué à ses obligations pour contenir la maladie et a causé un préjudice à d'autres pays qui méritent réparation, estime Sandra Szurek dans sa tribune publiée le 13 mai 2020.

Selon Sandra Szurek, il est légitime de questionner la responsabilité de la Chine dans la propagation du Covid-19 dans le monde : « C'est bien the Wuhan virus selon l'expression de Donald Trump ». Elle pense, que nous pouvons avoir des doutes sur son origine, mais qu'il n'y en a jamais eu sur le point de départ de l'épidémie. Il est aussi important de souligner que Mme Szurek affirme que nous en savons suffisamment aussi sur le comportement de la Chine dès ses premières manifestations : minimisation du risque, silence imposé aux lanceurs d'alerte, voire leur emprisonnement. On peut aussi ajouter à ce comportement celui de l'OMS, selon Sandra, que l'on peut suspecter *a minima* d'une certaine lenteur à réagir, le temps perdu a conduit à la situation désastreuse que nous connaissons actuellement sur le globe.

Sandra Szurek affirme qu'avant d'envisager la responsabilité simple et pure de l'OMS, une enquête internationale sur son action serait préférable. Pour elle, les bases légales d'une éventuelle responsabilité de la Chine ne manquent pas. Entre autres, l'une des premières règles coutumières consacrées en droit international selon notre professeur émérite à l'université Paris-Nanterre est l'obligation qui leur est faite de ne pas causer un préjudice à d'autres Etats et à leurs ressortissants à partir de territoires étatiques.

Ici la professeure nous explique que les autres Etats ont également leur part de responsabilité et ne sauraient se défausser complètement sur la Chine. Ils sont eux-mêmes membres de L'OMS, et sont donc tenus d'appliquer notamment le règlement sanitaire international avec, entre autres obligations, celle de renforcer les systèmes nationaux. Ces Etats ont dû faire face à cette pandémie et en conséquent protéger leurs populations. Ils ont aussi mis en place une solidarité en faveur des Etats africains les plus pauvres. En somme, les Etats ont mis en œuvre, spontanément, dans l'urgence le mécanisme de la responsabilité de protéger. Mais selon Mme Szurek, cela était trop tard et à un coût exorbitant.

Sandra Szurek, ici, nous fait le portrait de la R2P, une démarche collective qui vise à définir les moyens et comportements aptes à permettre aux Etats de protéger leur population face à un risque donné. Son premier volet est la prévention. Le deuxième volet, en instaurant une coopération internationale, apporte l'aide nécessaire aux Etats et corrige, ce faisant, leurs trop grandes disparités de moyens. Cette démarche collective, en cas de pandémie, aurait un objectif, celui d'amener chaque Etat à se doter des procédures et moyens adaptés et adéquats sur la base d'un consensus international éclairé. Quant au troisième volet, il pourrait être utilement dévolu, par exemple, à l'échange des connaissances, à la formation de personnels soignants nationaux, à un transfert de savoir-faire médical, en coopération entre l'ONU et l'OMS.

Pour la professeure, face aux risques globaux, la sécurité humaine est par nature une sécurité de solidarité qui doit conjuguer un exercice responsable de la souveraineté et un multilatéralisme coopératif et fonctionnel. Et ne peut être laissé au seul unilatéralisme par définition versatile.

C'est avec une citation de Nicolas Politis, un juriste au début du siècle dernier, que finit cette tribune de Sandra Szurek : « L'individu voyait le monde comme un prisonnier derrière les barreaux de l'Etat ». Et ouvre sur le fait que nous encaissons des crises mondiales en répétition et que nous sommes donc également leurs prisonniers, sur notre responsabilité dans tout ça, aussi

sur le fait que le Covid-19 remet nos pendules à l'heure et que nos démocraties insatisfaisantes et imprévoyantes n'en sortent pas indemnes non plus. Comme le dit Sandra Szurek : « à chacun de chercher comment y remédier »

A l'occasion de la pandémie, les démocraties semblent s'être délivrées de leur naïveté envers la Chine. Elles doivent maintenant garder le cap d'une coopération conflictuelle, recommande, dans une tribune au *Monde* le 20 mai 2020, le sociologue Paul Jobin, chercheur à Taïwan.

Ici, le sociologue nous dit clairement et tout simplement, que la France et l'Europe sont sorties de leur naïveté envers le pouvoir chinois. Le coût de cette naïveté selon lui a été énorme. Non seulement car la coopération franco-chinoise scientifique du laboratoire P4 à Wuhan n'a apporté aucun gain scientifique, mais elle n'a pas permis à la France d'anticiper la pandémie.

Récemment, la sécurité belge alertait sur le vaste réseau d'espionnage développé par la Chine autour de la capitale européenne à Bruxelles, notamment pour un possible développement d'armes biochimiques. La pandémie aura révélé plus crûment les menaces fondamentales que la Chine fait peser sur la sécurité et la souveraineté d'autres nations souligne le sociologue, chercheur à l'institut de sociologie de l'Académie Sinica, à Taïwan, Paul Jobin.

Selon Paul Jobin, les enjeux sont importants. Outre une indéniable influence sur l'Organisation mondiale de la santé (OMS), quatre des quinze agences spécialisées des Nations unies sont dirigées par des Chinois, ce qui n'a en soi rien de choquant affirme le sociologue. Mais après avoir récemment échoué à faire nommer son candidat au siège de directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Pékin a su s'imposer au groupe consultatif du Conseil des droits de l'homme, comme si les violations des droits de l'homme au Tibet et au Xinjiang et la répression politique à HongKong et dans le reste de la Chine effrayaient moins l'ONU que les violations des entreprises chinoises contre la propriété intellectuelle de leurs concurrents étrangers.

Le haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, Josep Borrell, prend position ici, dans cette tribune au *Monde* publiée le 15 mai 2020, en faveur d'une enquête indépendante sur les origines du coronavirus.

D'après lui, à mesure que la Chine s'affirmait sur la scène mondiale ces dernières années, la relation de l'Union européenne (UE) avec ce pays a évolué, et la crise liée au coronavirus qui sévit à cette heure a des incidences sur cette évolution. Il nous explique que d'une manière générale la position de l'UE est devenue plus réaliste et plus affirmée. Parallèlement, l'UE a également renforcé sa coopération avec d'autres partenaires importants en Asie, notamment le Japon, la Corée du Sud, l'Inde et d'autres pays. De son côté, la Chine a opéré une transformation particulièrement impressionnante qui a de fortes conséquences géopolitiques.

Selon Josep Borrell, la relation que l'UE entretient avec la Chine est si multiforme, que notre approche ne saurait se réduire à une seule facette. Il nous explique notamment, que dans notre vision stratégique, approuvée par l'ensemble des Etats membres de l'UE, il est souligné que la Chine est un partenaire avec lequel l'UE partage des objectifs étroitement intégrés ; un partenaire

de négociation avec lequel l'UE doit trouver un juste équilibre sur le plan des intérêts ; un concurrent économique dans la course à la domination technologique ; et un rival systémique dans la promotion d'autres modèles de gouvernance.

D'après le vice-président de la Commission européenne, Les changements intervenus dans la relation entre l'UE et la Chine se sont accélérés depuis l'apparition du coronavirus. Il y a eu différentes phases. Au début, lorsque les hôpitaux chinois ont été débordés, l'UE a fourni un soutien important, sans grande publicité. Plus tard, lorsque l'Europe est devenue l'épicentre de la pandémie, la Chine a envoyé quantité d'équipements médicaux, et elle a fait en sorte que le monde en soit informé. Il dit clairement que la crise mondiale liée au coronavirus appelle une réponse mondiale. Et que nous avons besoin d'une réponse multilatérale à toutes les dimensions de la crise : limiter la propagation du virus, stimuler la recherche sur les traitements et les vaccins, faire face aux conséquences dans les pays en voie de développement et travailler sur la relance économique. Et selon lui, dans toutes ces dimensions, nous devons compter sur la Chine pour jouer pleinement son rôle.

Il nous explique que nous avons des intérêts communs à aider les personnes vulnérables en Afrique et dans le monde pour lutter contre la pandémie. Selon lui, en tant qu'UE, nous nous sommes attachés, conjointement avec la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et les Etats membres, à mobiliser un ensemble de mesures d'un montant de 20 milliards d'euros pour aider nos partenaires à faire face à l'urgence sanitaire et aux conséquences à long terme.

Josep Borrell pense qu'il faudra consentir davantage d'efforts, y compris un important allègement de la dette (98,4% du PIB, donc 98,4 % de 2,778 milliards €, qui donne une dette s'élevant à 2,7336 milliards €), et il demande à la Chine, de jouer le rôle encore une fois qui lui revient et il est même prêt à examiner lui-même les moyens qui permettraient à la Chine de jouer le rôle qui lui revient. Pour lui, l'autre priorité consiste à se doter d'une stratégie de « relance verte », en tirant parti des plans de sauvetage d'urgence pour accélérer notre transition énergétique et étayer nos engagements en matière de climat dans le cadre de l'accord de Paris. Il veut aussi renforcer nos moyens de défense contre de futures pandémies, et réaliser une enquête scientifique approfondie et indépendante sur les causes de la crise.

Ici, le vice président de la Commission européenne déclare que la Chine dit être déterminée à promouvoir le multilatéralisme et le système des Nations Unies. Ce langage commun et cette position commune selon lui sont essentiels, en particulier à un moment où le système multilatéral est ouvertement remis en cause. Josep Borrell dit que nous devons toutefois également admettre que nos approches à l'égard du multilatéralisme diffèrent, par exemple en ce qui concerne l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) ou les tensions en mer de Chine méridionale.

Il souligne que dans le domaine cyber, les deux parties pensent qu'une approche multilatérale est nécessaire, mais la position de la Chine, centrée sur l'Etat, contraste avec l'approche multipartite de l'UE, fondée sur le respect des libertés et droits fondamentaux. De plus, en ce qui concerne l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Chine se montre officiellement on ne peut plus favorable à son égard et défend sa forme actuelle, y compris le système de règlement des

différends, mais, en pratique, elle s'est montrée peu disposée à participer à la réforme effective de l'OMC, qui est de toute évidence nécessaire.

Pour finir cette tribune, Josep Borrell conclut en expliquant, que la diplomatie doit reposer sur des principes clairs, et les maîtres mots de la relation entre l'UE et la Chine devraient être la confiance, la transparence et la réciprocité. En plus, selon lui, nous devons avancer ensemble, sur base d'une évaluation réaliste des intentions stratégiques de la Chine et des intérêts communs de l'UE.

Face à l'ambition de Pékin, les pays européens ont adapté leur façon de traiter avec elle, mais ils doivent encore affiner leur stratégie, estime l'historien Pierre Grosser, chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po Paris, spécialiste de la guerre froide et de l'Asie, enseignant-chercheur des relations internationales et auteur de nombreux ouvrages, dont *L'histoire du monde se fait en Asie*, dans un entretien au *Monde* publié le 13 mai 2020.

Selon lui, désormais, on parle d'une « poutinisation » de la diplomatie chinoise. Sans même recourir au vocabulaire de la « perte de la face », la Chine a l'impression de se faire voler sa victoire. Une sorte de « syndrome Sun Yang », ce nageur chinois multi-médaillé accusé de dopage, affirme l'historien.

Pierre Grosser nous explique que le président français Emmanuel Macron a été prudent dans ses déclarations sur la Chine depuis janvier, ce qui a sans doute été utile lorsque l'épidémie a pris de l'ampleur en France. De plus, l'inflexion indiquée a servi, selon lui, à envoyer un signal à la suite de tweets peu diplomatiques venus de l'ambassade de Chine, qui ont conduit à la convocation de l'ambassadeur.

Il déclare que la Chine semble toujours indispensable pour faire face aux défis globaux, même si ses pratiques dans les enceintes multilatérales ne correspondent pas à ses discours – critique qui a été jadis adressée aussi aux Etats-Unis. Le Conseil de sécurité, où la France joue son rôle de puissance, selon lui, est paralysé par l'affrontement sino-américain. De plus, le Covid-19 y sert à tester la détermination des deux pays d'après l'historien.

Selon Pierre Grosser, la crise intervient alors que les tensions sino-américaines se sont accrues depuis plus de deux ans. De plus, selon lui, elle s'est rapidement inscrite dans ce cadre. En janvier, quand Trump félicitait Xi Jinping pour sa gestion de l'épidémie, le sénateur de l'Arkansas Tom Cotton pointait déjà du doigt les laboratoires biochimiques de Wuhan. Ce qui a amené la Chine à attaquer deux mois plus tard, désignant comme responsables les Américains venus en octobre 2019 aux Jeux mondiaux militaires à Wuhan. Le « blame game » (« c'est la faute aux autres ») a connu depuis une escalade d'après M. Grosser.

Trump semble chercher un bouc émissaire après plusieurs mois d'impréparation, selon Pierre Grosser, tandis qu'une Chine arrogante n'a pas voulu qu'on lui vole son apparente victoire sur l'épidémie, voire qu'on évoque des « réparations ».

Dix-huit ans après Bush, la sénatrice du Mississippi, Marsha Blackburn, vient de parler de « nouvel Axe du Mal », comprenant la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord. De plus, la

crise contribue à tendre plus encore les relations sino-américaines. Cette réalité est devenue structurante dans les relations internationales d'après lui.

Pierre Grosser affirme que la Chine sort renforcée de cette crise et pose la question suivante : « Entrons-nous dans un siècle asiatique ? ».

D'après lui, le basculement du monde vers l'Asie-Pacifique est annoncé depuis les années 1980. Le moteur était alors le Japon, c'est désormais la Chine. Ce qui rend difficile la « désimbrication » productive et commerciale, selon lui, et tout raidissement brusque à l'égard de Pékin. De plus, le régime communiste veut fêter le centenaire de la fondation du Parti en 2021 en montrant comment il a redonné à la nation chinoise sa place dans le monde. Toute critique à son égard est considérée comme un moyen de freiner cet inévitable succès et de faire revenir la Chine dans une situation d'anarchie et de soumission, souligne Pierre Grosser. Dans l'histoire récente, que ce soit pour l'Allemagne et l'Union soviétique, voire pour les Etats-Unis, ce mélange d'assurance sur le long terme et d'insécurité permanente sur le court terme a plutôt été explosif selon lui.

Pour finir, selon Pierre Grosser, tous les pays doivent intégrer la contrainte de la rivalité sino-américaine – comme la possibilité d'un modus vivendi entre Washington et Pékin. Depuis près de deux décennies, les experts observent comment les Etats d'Asie orientale s'efforcent d'éviter un alignement trop ostensible sur Washington pour éviter de mécontenter Pékin et pour profiter du dynamisme économique chinois.

Il conclut en disant que les Européens ont découvert qu'ils ne connaissent pas si bien les Etats-Unis démocratiques où les médias sont libres, et ils ne savent guère comment influencer Washington. Cette méconnaissance est encore plus vraie vis-à-vis de la Chine communiste d'après notre historien.

Valentin GRANGIER (1^{ère} 4), le 6 novembre 2020